

par exemple, à ce qui se passe actuellement entre le Canada et les États-Unis. Nous avons vis-à-vis des États-Unis un sérieux déficit commercial de l'ordre de 524 millions mais les vastes immobilisations américaines chez nous nous ont fourni des dollars pour combler ce déficit. Si nous consentions à accepter des devises sterling de la Grande-Bretagne pour notre excédent de production et si nous plaçons ensuite cet argent en Grande-Bretagne comme font les États-Unis au Canada, nous établirions ainsi un marché pour tout supplément de production que les cultivateurs pourraient avoir.

**Le très hon. M. Howe:** Je n'ai jamais vu qu'on ait demandé aux cultivateurs de réduire la production. Certainement pas. Il n'y a rien que j'aimerais mieux que d'avoir plus de blé, d'avoine, d'orge et de seigle. Je ne dirai pas de lin puisque le lin se vend au pays. J'aimerais bien que mon honorable ami me dise qui a proposé de réduire la production.

**M. Quelch:** Je vais faire connaître mes raisons au ministre. J'ai sous les yeux un discours que le ministre de l'Agriculture a prononcé, le 23 novembre 1951, devant la première commission de la FAO. Voici ce qu'il a déclaré:

Nos approvisionnements d'orge sont meilleurs que jamais et nos approvisionnements d'avoine sont supérieurs à la moyenne à long terme. Ces stocks de même que la quantité de blé de provende dont nous disposons nous permettent de produire plus de viande et de laitages... Je crois bien que cette augmentation de notre production de viande et de laitages ne se réalisera que si l'on dissipe les craintes qui hantent l'esprit de nos cultivateurs. Les producteurs de viande et de laitages ne sont pas assurés de vendre leurs excédents s'ils en ont. D'après leur expérience personnelle, ils inclinent à croire qu'il n'y a pas de débouché.

Divers groupements agricoles ont publié cette déclaration dans tout le Canada et M. Hannan a fait observer que les cultivateurs seraient stupides d'accroître leur production dans ces conditions. Le ministre de l'Agriculture a, en outre, pris la parole au cours d'un congrès de la Fédération canadienne des agriculteurs il y a un mois. Comme le rapporte le *Western Producer* du 31 janvier 1952, il s'est exprimé ainsi:

Prévenant les cultivateurs de ne pas accroître brusquement la production de denrées alimentaires destinées au marché canadien, M. Gardiner a dit sérieusement qu'il était vrai que le Gouvernement voulait voir augmenter la production. Mais, tant que l'Angleterre, à son avis, manquera de dollars pour acheter du fromage, du bacon et des œufs canadiens, il ne conseillera pas aux cultivateurs d'élever plus de porcs et de produire plus d'œufs et plus de fromage.

Une déclaration de ce genre, surtout lorsqu'elle émane du ministre de l'Agriculture, [M. Quelch.]

est susceptible de décourager la production des vivres. Je prétends que si nous étions prêts à prendre des mesures semblables à celles qu'ont adoptées les États-Unis à l'égard du Canada, à savoir effectuer des placements considérables, si nous étions prêts à accepter des livres sterling en échange d'une certaine partie de la viande que nous expédierions au Royaume-Uni et à y placer cet argent afin d'augmenter la productivité de ce pays, nous n'aurions aucun mal à vendre nos produits. De cette façon nous augmenterions la productivité du Royaume-Uni, lequel aurait plus de choses à exporter en échange des produits qu'il importerait. Nous ferions exactement à l'égard du Royaume-Uni ce que les États-Unis font à l'égard du Canada. Je ne sais pas si le ministre du Commerce considère que les placements d'envergure que les Américains effectuent chez nous sont avantageux pour le Canada. Je suppose que oui. Le ministre des Finances a dit qu'il ne pensait pas qu'il y avait du mal à cela. C'est une bonne chose et pour les États-Unis et pour le Canada. Je pense que nous pourrions en faire autant à l'égard de la zone sterling et de cette façon nous fournirions à ces gens-là les dollars dont ils ont besoin pour acheter nos produits et nous les aiderions à augmenter leur capacité de production.

**Le très hon. M. Howe:** Je crois que le cultivateur se trouve dans la même situation que le reste des gens. Il doit songer à la récolte qui lui rapportera le plus. Ainsi, alors que l'épizootie de fièvre aphteuse nous ferme bon nombre de marchés où nous vendions notre bœuf, ce n'est pas le moment, pour le cultivateur, d'accroître ses troupeaux. Tout producteur doit prévoir l'état du marché et régler sa production en conséquence. D'autre part, le cultivateur peut facilement trouver à écouler les céréales secondaires dont il engraisait son bétail; il peut réduire un genre de production pour en accroître un autre. Dans toute entreprise commerciale, la situation change d'une année à l'autre. Ainsi, un fabricant de cuisinières doit, avant d'établir son programme de production, évaluer l'importance du marché pour l'année courante. Il en est de même pour toute entreprise de fabrication et, jusqu'à un certain point, pour toute exploitation agricole. Le cultivateur doit, lui aussi, essayer de déterminer quels seront ses débouchés. J'ai passé une bonne partie de ma jeunesse sur la ferme; un des grands sujets de conversation parmi mes aînés était l'opportunité de telle ou telle culture pour l'année courante.

Quoi qu'il en soit, si mon honorable ami consulte les chiffres relatifs au revenu agri-